

**Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire :
Société, connaissance et savoir-faire**

COLLOQUE INTERNATIONAL UNESCO/CIPSH

6-7 décembre 2001

Istituto Italiano per gli Studi Filosofici
Naples (Italie)

RAPPORT



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
(SHS-2002/WS/9)

Rapport

Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire : Société, connaissance et savoir-faire

6-7 décembre 2001
Istituto Italiano per gli Studi Filosofici
Naples (Italie)

Table des Matières

	Pages
1. Introduction et ouverture	3
2. Session I : Que savons-nous des sociétés du savoir ? (Présidente : Fatma Oussedik)	4
3. Session II : Quels savoirs pour quelles sociétés ? (Président : Sérgio Paulo Rouanet)	4-6
4. Session III : Savoir partager : culture et communication (Présidente : Liubava Moreva)	6-8
5. Session IV : Remue-méninges, conclusion (Président : Georges Kutukdjian)	8-10
Annexe I : Programme du colloque	11-13
Annexe II : Liste des participants	14-15
Annexe III : Allocution d'ouverture de Márcio Barbosa, Directeur général adjoint de l'UNESCO	16-17
Annexe IV : Allocution de clôture de Pierre Sané, Sous-Directeur général pour les sciences sociales et humaines	18-20

**Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire :
Société, connaissance et savoir-faire**

6-7 décembre 2001

Istituto Italiano per gli Studi Filosofici
Naples (Italie)

1. Introduction et ouverture

Fragmentation, marchandisation, technologisation du savoir ; évolution rapide des connaissances que les valeurs traditionnelles ont du mal à accompagner ; quantité insurmontable d'informations dépassant la capacité humaine à les trier et assimiler ... La réalisation du projet de "société du savoir", vers lequel tendent aujourd'hui les efforts universalisants de construction de la civilisation moderne, ne va pas de soi.

Le quatrième colloque du Comité de pilotage *Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire* s'est articulé autour de trois objectifs :

- Clarifier la notion de "société de la connaissance" par rapport aux legs de la modernité et de différentes traditions philosophiques, aux repères de la pensée contemporaine et aux contextes scientifique et socio-culturel ;
- S'interroger sur la pertinence des disciplines philosophiques et des sciences humaines au sein de la société contemporaine, en dégagant des motivations et des modalités susceptibles de renforcer le rôle des savoirs et des compréhensions de la société et la part de la réflexivité ;
- Elaborer autour de cette thématique un ensemble de questions-clé que les sciences humaines et la philosophie seraient à même d'approfondir dans les années à venir.

A l'ouverture des travaux, Márcio Barbosa, Directeur général adjoint de l'UNESCO, a invité les participants à réfléchir à la nature du savoir que nous accumulons aujourd'hui et s'est demandé s'il était possible d'arriver à un consensus en ce qui concerne la notion de société du savoir. Les sociétés de la connaissance auxquelles nous aspirons peuvent-elles représenter quelque chose de plus qu'une certaine idée de richesse ou de bien-être ? Son allocution fut suivie de la présentation d'Eduardo Portella, Président du Comité "Chemins", qui a souligné la différence entre une hypothétique société du savoir et une société informationnelle, laquelle n'a garanti jusqu'ici que "beaucoup d'informations.... peu de savoir": "la préoccupation boursière, la politique des résultats pure et dure mais indifférente aux valeurs, correspond à une désertification intellectuelle".

Session I
Que savons-nous des sociétés et du savoir ?
(Présidente: Fatma Oussedik)

La quantité d'informations augmente à une allure qui, pour le philosophe italien Gianni Vattimo, nous oblige déjà à conjuguer le verbe "connaître" à l'impersonnel. Un "nouveau sujet de la connaissance" -- la machine -- usurperait à l'*homo sapiens* son rôle jusqu'ici incontesté de "sujet savant".

Les savoirs sont consignés -- rejetés tels des déchets dira plus tard le sociologue polonais Zygmunt Bauman -- dans des cyberordinateurs aux capacités infinies. D'après Gianni Vattimo, cela implique une réflexion renouvelée sur la connaissance et sur la démocratie. "Songer à une société du savoir où tout un chacun serait à même de prendre, en connaissance de cause, toutes sortes de décisions sur la vie en société relève d'une incapacité à repenser le concept de connaissance". La fragmentation du savoir transforme la démocratie en une simple "possibilité pour tout un chacun de choisir "l'expert" par lequel il souhaiterait se faire guider". Eduardo Portella n'écarte pas le danger d'un retour au despotisme éclairé d'un néo-positivisme technologique, un royaume des experts dont le "savoir-faire" n'est plus que le reflet d'un "faire sans savoir".

Le philosophe et dramaturge espagnol Rafael Argullol nous met en garde contre "la perte des perspectives variées de la mémoire humaine", ce qui ne peut que "favoriser la répétition des erreurs du passé". Pour lui, le "spectacle total" prend la place des modèles susceptibles de contribuer au loisir de l'apprentissage humain. Plus optimiste, Gianni Vattimo rappelle la distinction kantienne entre "connaissance" et "pensée", cette dernière relevant du domaine du loisir, du plaisir, du ludique, selon lui les ultimes remparts d'humanité. D'emblée il s'interroge sur notre façon de nommer la société émergente: devons-nous parler d'une société des connaissances ou d'une société des loisirs?

Session II
Quels savoirs pour quelles sociétés ?
(Président: Sérgio Paulo Rouanet)

Ce n'est peut-être qu'une différence de degré qui sépare le "désarroi éthique" que Rafael Argullol observe, au sein d'une civilisation contrainte de se défaire des espoirs et des idéaux issus du projet des Lumières, de la "basse modernité" dont parle Eduardo Portella. Zygmunt Bauman, quant à lui, fait le constat d'une modernité liquide, un monde où les certitudes traditionnelles de la modernité se fluidifient, deviennent floues. Lorsque le niveau de saturation est atteint, l'accumulation cesse d'être un signe de richesse et devient indésirable. Il faut dès lors se débarrasser de tout ce qui est de trop, y compris les savoirs. Mais que faut-il retenir, conserver, au cours de ce grand processus de tri et de rejet ?

C'est ici que se pose un défi majeur à l'éducation. D'après Zygmunt Bauman, l'homme, animal « apprenant » par excellence, ne peut même plus compter sur les comportements qu'il acquiert par son expérience passée, pour ne rien dire des valeurs traditionnelles. Comment se préparer alors aux imprévus de la modernité liquide ? *Comment et que* faut-il apprendre à ses enfants afin de leur permettre de développer des stratégies de survie durables tout au long de leur vie?

Parmi les plus récents des imprévus de cette modernité-ci figurent les événements du 11 septembre 2001 qui, comme le fait remarquer la philosophe russe Liubava Moreva, ont exposé la face sombre de la globalisation. Comme l'avait déjà remarqué Rafael Argullol, le XXe siècle a vu à quel point l'échelle de destruction possible est proportionnelle aux dimensions de la connaissance humaine. Liubava Moreva met en cause cette science qui réduit tout l'univers à sa seule logique et souligne le rôle crucial de la philosophie en tant que processus de production de significations pour l'être humain, un être incapable de se situer par rapport à l'univers si ce n'est à travers le dialogue. Dans la mesure où aucun fragment de vérité ne peut être absolutisé, seule la réflexion permanente peut constituer une cognition universelle, a-t-elle conclu.

Se référant aux mêmes événements du 11 septembre, la sociologue Fatma Oussedik a exprimé une double inquiétude par rapport, d'une part, au chaos qu'elle observe à l'heure actuelle au sein des sociétés musulmanes et, d'autre part, aux difficultés qu'éprouve la culture occidentale à enregistrer une parole structurée et portée par une tradition différente de la sienne. Sa généalogie des rapports entre l'Islam et le savoir portait sur l'Occident musulman et en particulier le cas de l'Algérie. Elle traça l'évolution d'une capacité à connaître entraînant "la mise en œuvre de divers moyens intellectuels, dont l'argumentation dialectique, l'intuition et la controverse". Cependant, "l'accession au savoir (y) est manifestée par un assentiment". Une longue tradition de débat et de controverse a fini par être abandonnée en faveur de l'exercice de pouvoirs autoritaires et absolus. La vie intellectuelle de la région a souffert notamment des départs de ses élites, qui se sont succédés à la fin de l'Empire Ottoman, au début de la colonisation et à l'Indépendance. Le colonialisme, s'il fonde un nouveau système nourri de diverses traditions, entraîne la rupture des institutions scolaires traditionnelles. A la suite de l'Indépendance, il y a de moins en moins d'interlocuteurs en mesure de faire une critique raisonnée de l'Occident, la seule "défiance à l'égard de l'Occident" étant celle du "refus même de la controverse". Un cercle vicieux qui ne peut être rompu que par un minimum de démocratie.

L'anthropologue ivoirien Harris Memel Fotê fait remarquer que la connaissance étant à la fois une institution sociale, une activité sociale et le produit de cette activité sociale, toutes les sociétés connues comportent plusieurs modes de connaissances hiérarchisés. Il a ainsi identifié trois modes de savoir qui coexistent dans les sociétés en transition, celles du Tiers Monde en général et de l'Afrique contemporaine en particulier, même si dans chacune de ces dernières un seul mode tend à prédominer : sociétés d'initiation, où un pouvoir est conféré aux initiés; sociétés savantes (ou académies) qui manipulent la science et les techniques; et sociétés industrielles, dont les entreprises appliquent les techniques afin d'améliorer l'existence matérielle et culturelle des hommes. Les sociétés d'initiation, industrielles et savantes se sont développées dans un contexte pré-moderne, pré-industriel, soit monarchique, sacré, anti-démocratique ou doté d'une démocratie tribale. Une ouverture progressive s'observe dans le passage des sociétés d'initiation (où le pouvoir est l'apanage des initiés) vers les sociétés savantes et, par la suite, industrielles. Le problème ici est de savoir comment mettre en œuvre ce quatrième mode de société, la société cognitive, qui passe nécessairement par des conditions de démocratie relativement avancées. Les élites intellectuelles du tiers monde participent déjà à cette problématique, bien que leurs sociétés restent encore dans le savoir commun et qu'il faille désormais valoriser des savoirs permettant de s'adapter à la compétition intensifiée des processus de mondialisation. Mais le Professeur Memel Fotê doute fort que l'on puisse parler d'une société des connaissances comme si le

beau, le bien et le juste n'existaient pas. "La société du savoir doit faire une place prépondérante au savoir scientifique ainsi qu'au savoir philosophique".

Session III
Savoir partager : culture et communication
(Présidente : Liubava Moreva)

La sociologue Barbara Freitag a dressé un tableau de la récente évolution des villes modernes en tant qu'espaces d'échanges matériels et immatériels. Le passage de l'ère industrielle au nouvel âge informationnel a rendu obsolètes les modèles envisagés par Max Weber, Georg Simmel et Walter Benjamin et nous oblige à repenser la ville. Se basant sur la typologie suggérée par Saskia Sassen, elle a dressé les profils de différentes villes contemporaines. L'agglomération urbaine se définit désormais par le niveau, l'échelle et l'intensité des échanges auxquels elle se prête. Au premier rang, la ville globale, centre nerveux de l'économie mondialisée (Tokyo, New York, Londres...) et susceptible de défier la prépondérance de l'Etat. Au second, les mégalo-poles (Mexico, São Paulo...) que seule l'existence d'une population d'exclus empêche de se joindre au rang des villes globales. Ensuite, les métropoles, des villes comme Paris, "capitale du 19^e Siècle", qui ont su conserver un style de vie que les centres globaux ne sont pas à même d'offrir. Cependant, c'est dans les villes des marges, les villes périphériques, que se concentre la plupart de la population mondiale, tout à fait à l'écart de l'économie globale des sociétés informationnelles. C'est cette population qui doit nous rendre attentifs aux métamorphoses des villes du 21^e siècle.

L'historien Maurice Aymard a tracé le parcours des sciences sociales et humaines afin de dresser un bilan de leur adéquation en tant que clés pour aborder les conditions de la vie humaine et sociale sur le plan mondial aujourd'hui. Nombre de ces disciplines, dont jadis le rôle ou l'influence dans les affaires de société relevait surtout du religieux (Eglise) et du politique (Etat), sont nées et se sont développées en concurrence et en complémentarité avec les sciences naturelles et d'autres sciences sociales et humaines. L'opposition entre sciences humaines et sciences sociales serait quant à elle à la fois artificielle et réelle. Aux sciences humaines nous pouvons attribuer l'étude des productions culturelles de l'homme: langues, littérature, histoire, codes, loi, philosophie, religion, représentations du monde. En complément et par opposition à celles-ci, les sciences sociales se penchent sur le fonctionnement de la société et de la vie de l'homme en société. L'industrialisation, l'urbanisation, le développement scientifique et l'unification des mondes qui se sont accélérés lors des 15 dernières décennies ont contribué à la création de nouvelles disciplines dites "sociales": sociologie, sciences politiques, économie, anthropologie, etc... Ces dernières se trouvent aux limites du nomothétique, dégageant des règles à vocation universelle. Mais les sciences sociales et humaines, de par leurs histoires, langages et cultures, sont restées intrinsèquement liées à leur contexte historique, eurocentrées. Pour aborder la complexité des sociétés contemporaines qui ne peuvent plus se contenter de leurs traditions et sont désormais condamnées à innover, ces disciplines constituent un ensemble de savoirs cruciaux. Et c'est pour cela même qu'elles ont un défi de fond à relever si elles veulent correspondre aux histoires, langages et cultures des différentes parties du monde qui se situent en dehors de leur registre historiquement déterminé.

Pour le politologue et essayiste Sérgio Paulo Rouanet (Brésil), les attentats du 11 septembre nous obligent à repenser la thèse selon laquelle la religion serait devenue un

archaïsme anodin, incompatible avec toute forme de connaissance rationnelle. Il distingue trois types de connaissance: la connaissance théologique implique l'adhésion à une croyance; la connaissance technologique et en matière de sciences naturelles est indifférente aux valeurs et neutre vis-à-vis des croyances; la connaissance relative aux sciences sociales, à la philosophie et aux sciences humaines, enfin, a trait aux valeurs, transcende les spécificités nationales et culturelles et engage la liberté et la raison. Cette dernière serait-elle donc plus à même de préserver une conscience critique que les autres modes de connaissance? L'histoire, hélas, est loin de corroborer cette thèse. D'après le Professeur Rouanet, les trois modes de connaissance, pris isolément, manquent d'une part de la rationalité élargie qui leur permettrait de légitimer les actions à la lumière de critères universels, et de l'autre des propriétés du débat démocratique, seul à même d'éviter les pathologies de la pensée, qu'elle soit religieuse, scientifique ou autre. Comme le philosophe Jürgen Habermas, en annonçant l'apparition d'une société post-séculaire, où les religions résistent à toutes formes de pressions laïcisantes, il plaide pour un monde qui serait laïque, tout en préservant les contenus des religions sans les détruire.

Le professeur Masahiro Hamashita a abordé la problématique des cultures auxquelles une connaissance est imposée de l'extérieur, par la force ou pour des raisons de pouvoir, au détriment des savoirs et des sagesses endogènes mûrement élaborés tout au long de l'histoire à l'intérieur d'une culture. Il se réfère à l'interrogation posée par rapport au Japon, à savoir l'acquisition des connaissances occidentales n'aurait-elle conduit qu'à l'élaboration d'un savoir-faire appauvri, dépourvu de sens ou de raison d'être, voire de connaissances qu'il vaudrait mieux ignorer? Loin de bénéficier d'un développement endogène ou d'une modernisation respectueuse des êtres et de leur environnement, les pays en développement qui s'approprient superficiellement ces connaissances unilatérales subissent une sorte d' "auto-colonisation". S'il s'accorde avec la théorie de la biologiste Keiko Nakamura, que les attitudes scientifiques doivent être recherchées à partir de l'intérieur, Masahiro Hamashita considère, cependant, que le savoir venant de l'extérieur permet d'approfondir la réflexion de l'intérieur. C'est donc l'élaboration d'un savoir intégré, hybride, qu'il préconise, où le savoir extérieur se mélange au savoir intérieur de façon spontanée, harmonieuse, sans y être forcé. Tout comme les savoirs traditionnels que le Japon avait acquis des maîtres chinois. Le savoir doit avoir une préséance sur le savoir-faire.

Pour Michel Maffesoli, "la marque de la tradition (judéo-chrétienne ou occidentale) a été d'interpréter toute chose à partir d'un point de vue cognitiviste". Or, rappelle-t-il, Nicolas de Cuse parlait d'une "docte ignorance", qui est "en phase" avec la vie sociale. "Connaître" correspond à "naître avec": être "en phase" avec la société. "La pensée savante, celle de l'intelligentsia, qui s'était posée en s'opposant à la doxa, est maintenant devenue elle-même une doxa"; car, justement, "l'une des grandes caractéristiques de la modernité fut d'évacuer la diversité, la disparité, ce qui est étrange, ce qui est étranger". Il s'interroge: "est-ce que la mondialisation et cet universalisme des grandes valeurs que l'on ne peut pas remettre en question ne relèvent que d'une simple conception de l'histoire -- d'une histoire unique ?" Paradoxalement, affirme-t-il, "les évidences intellectuelles nous empêchent de voir ce qui est évident". A l'instar de Nietzsche, Simmel et Weber, il soutient qu' "à certaines époques, la profondeur se cache à la surface des choses". Or, rajoute-t-il, "il faut être à la hauteur du quotidien -- et ce quotidien renvoie à ce qui est évident, au vécu, à une pensée organique, à la connaissance ordinaire. Cela veut dire la prise en compte des imaginaires, des mythes, des passions communes, des sentiments d'appartenance. Il faut prendre au sérieux ce qui meut l'âme, ce qui entraîne la perte de soi dans l'autre. C'est cela la connaissance : reprendre en

compte l'instinct social, mais sans pour autant abandonner la raison. L'intellectuel élabore un cadre analytique, mais c'est l'artiste, le peuple qui fait le tableau.

Session IV
Remue-méninges, conclusion
(Président : Georges Kutukdjian)

Société informationnelle, modernité liquide, société des loisirs, société du “spectacle total”, société du “faire sans savoir”... La diversité d'images qui émergent de la nouvelle société n'a d'égale que le manque de consensus autour de la notion de “société du savoir”. S'il est du ressort de l'UNESCO de contribuer à la construction d'une société du savoir, il lui incombe paradoxalement de mener, en même temps, une réflexion critique sur cette même idée de société.

Georges Kutukdjian a rappelé que les connaissances ont besoin de conditions politiques, économiques, sociologiques et, tout comme l'avait indiqué le Professeur Memel-Fotê, d'institutions, formelles ou informelles, pour s'élaborer et s'épanouir. De l'avis de plusieurs participants, l'exclusion dite “digitale” (Eduardo Portella), (ou l'existence d'une “marginalité globale” comme pourrait le suggérer Barbara Freitag) constituent des freins redoutables à tout projet de société du savoir aujourd'hui. Les organisations du système des Nations Unies en sont vivement conscientes. Mais ces freins sont loin d'être les seuls.

Georges Kutukdjian a observé que l'idée de société de la connaissance peut évoquer dans nos esprits une société idéale, où l'homme serait enfin libéré de la faim, de la maladie, de la pauvreté, et vivrait pratiquement dans un univers spinoziste de béatitude ou de contemplation des idées. Or, en réalité, c'est d'un modèle économiste qu'il s'agit: c'est la Banque mondiale qui, la première, a commencé à parler des sociétés du savoir -- et celle-ci promeut actuellement un immense programme sur la gestion des connaissances (knowledge-management). D'une part, les connaissances sont devenues des marchandises. D'autre part, les savoirs non-scientifiques tendent de plus en plus à disparaître ou à se déprécier.

Masahiro Hamashita estime que le rationalisme de cette société promue par les constructeurs d'ordinateurs dérive de celui des grands idéaux issus du projet des Lumières, qui impliquaient une foi dans le progrès et dans les lendemains qui chantent, ainsi qu'une confiance en soi qui s'est avérée eurocentrique (bien qu'universalisable). Ces valeurs se traduisent aujourd'hui par des tendances mondialisantes, non plus eurocentriques, mais américaines (plaisir, utilité, richesse, réussite), mais impliquent toujours une posture “éclairée”. C'est une posture autocentrée dont il faudrait se garder et à laquelle il faudrait opposer ce qu'Eduardo Portella appellerait une rationalité ouverte, nourrie des alternatives à ces Lumières, des rencontres et des malentendus de l'Occident avec l'Orient et les savoirs indigènes, par exemple.

Georges Kutukdjian a observé qu'il est assez paradoxal que le scientisme triomphe à travers la société de la connaissance au moment même où la société exprime ses doutes vis-à-vis de la science. C'est avec un groupe comme les Chemins de la pensée qu'il espère voir l'UNESCO parvenir à proposer une conception de la société de la connaissance qui ne serait pas réduite aux connaissances scientifiques ou techniques.

Liubava Moreva a repris le thème des slogans, évoqué par d'Eduardo Portella, avec une mise en garde contre l'abus des slogans comme "société du savoir", ou "globalisation" qui, à force d'être répétés, se vident de tout leur sens. Elle s'est félicitée de l'approche du Comité "Chemins de la pensée", qui consiste à "correspondre à une réalité complexe avec une méthodologie complexe" et regrette que les décideurs se situent trop souvent à un niveau économique et politique plutôt que philosophique. Aussi la société du savoir que nous pouvons envisager est-elle une société à dominante politique et économique et le savoir en question un savoir manipulateur. Seule une rationalité multiple permettrait d'identifier dans les océans de l'imprévisible des stratégies de prise de décisions qui ne soient pas seulement basées sur des critères économiques ou politiques, mais aussi sur des critères culturels. La philosophie peut contribuer à la recherche de nouvelles significations pour ces notions en pleine mutation.

Pour Eduardo Portella, la réflexion sur les connaissances est tout au moins aussi importante que la gestion de ces dernières. Harris Memel Fotê est revenu sur la question évoquée par Georges Kutukdjian de l'accès aux connaissances (qui reste l'apanage des élites - et ce même dans les pays développés), en suggérant que la notion d'accès soit pensée en relation avec celle de la participation à la création des savoirs.

Eduardo Portella propose qu'une prochaine réunion du Comité "Chemins de la pensée" approfondisse la question des savoirs et des mémoires, thème effleuré par Rafael Argullol et Gianni Vattimo et suggéré par les interventions de Zygmunt Bauman et de Fatma Oussedik.

Des idées et des échanges qui ont eu lieu à l'occasion de ce colloque se dégagent quelques pistes de réflexion que l'UNESCO pourrait développer en sa qualité d'observatoire mondial/laboratoire d'idées et dans le cadre du programme *Chemins de la pensée* :

- Faut-il déjà revoir le concept de connaissance? (suggéré par Gianni Vattimo, Michel Maffesoli, Harris Memel Fotê, Eduardo Portella, Georges Kutukdjian, Liubava Moreva, Michel Maffesoli);
- Faut-il de nouveaux savoirs pour une nouvelle démocratie ? (Eduardo Portella, Gianni Vattimo, Fatma Oussedik, Sérgio Paulo Rouanet, Michel Maffesoli, Georges Kutukdjian, Barbara Freitag);
- La mémoire humaine: une révolution ou une prolongation? (Eduardo Portella, Gianni Vattimo, Rafael Argullol et Zygmunt Bauman);
- L'éducation en question: apprentissage de contenus ou apprentissage de l'apprentissage? (Zygmunt Bauman, Gianni Vattimo, Rafael Argullol, Liubava Moreva);
- Le rôle de la philosophie et des sciences sociales et humaines dans la formation du citoyen (Maurice Aymard, Liubava Moreva, Sérgio Paulo Rouanet, Barbara Freitag);
- Vers un nouveau partage : peut-il y avoir accès aux connaissances sans participation à leur élaboration ? (Harris Memel Fotê, Masahiro Hamashita, Fatma Oussedik, Barbara Freitag);

- Les capacités des acteurs sociaux à élaborer des discours à propos d'eux mêmes et des autres passent par la réflexivité des sciences sociales et humaines. Mais comment sortir ces disciplines de leur eurocentrisme ? Comment sont-elles appropriées par une réflexion "de l'intérieur"? Comment les doter d'une "rationalité élargie"? (Maurice Aymard, Masahiro Hamashita, Fatma Oussedik, Sérgio Paulo Rouanet, Michel Maffesoli).

Les textes des conférences présentées au colloque sont publiés dans le n° 197 de la Revue internationale des sciences humaines *Diogène*, sur le thème : « *Quels savoirs pour quelles sociétés ?* » (janvier-mars 2002).

A la clôture du colloque, Georges Kutukdjian a donné lecture du discours de Pierre Sané, Sous-Directeur général pour les Sciences sociales et humaines (Annexe IV). Pierre Sané a remercié Eduardo Portella, le CIPSH et les participants d'avoir contribué à la réflexion que les Etats membres avaient demandée à l'UNESCO de promouvoir sur les problématiques soulevées par l'émergence des sociétés du savoir. Il a souligné l'importance des sciences humaines et de la philosophie, perspectives disciplinaires sans lesquelles il faudrait se contenter de solutions étroites et partiales. Il s'est félicité de la qualité des travaux du Comité « Chemins de la pensée » dans ce domaine, en demandant son aide pour la construction des réseaux de connaissance par lesquels leurs savoirs pourraient irriguer les actions quotidiennes de l'UNESCO.

**Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire :
Société, connaissance et savoir-faire**

6-7 décembre 2001

Istituto Italiano per gli Studi Filosofici

Naples (Italie)

Programme

Jeudi 6 Décembre 2001

10h00-11h00

Gerardo Marotta
Márcio Barbosa
Eduardo Portella

Introduction et ouverture

Président, *Istituto Italiano per gli Studi Filosofici*

Directeur général adjoint de l'UNESCO

Coordonnateur, Comité d'orientation *Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire*

Session I

11h00-13h00

Gianni Vattimo
Rafael Argullol

Liubava Moreva

Que savons-nous des sociétés et du savoir ?

Présidente : Fatma Oussedik

Le nouveau sujet de la connaissance

Paysages d'entre deux siècles : une hypothèse sur les sous-sols de notre conscience future

Réflexions sur les paradigmes pour philosopher

Session II

16h00-19h00

Zygmunt Bauman
Homi K. Bhabha
Harris Memel-Fotê
Fatma Oussedik

Quels savoirs pour quelles sociétés ?

Président : Sérgio Paulo Rouanet

Défis à l'éducation au temps de la "modernité liquide"

Droits culturels, savoir et citoyenneté

Société d'initiation, société savante et société de savoir

Savoir et raison dans l'aire musulmane

Vendredi 7 Décembre 2001

10h00-13h00

Barbara Freitag
Maurice Aymard
Masahiro Hamashita

Michel Maffesoli

Session III

Savoir partager : culture et communication

Présidente : Liubava Moreva

La cité globalisante et globalisée à la lumière des théories de la ville

Sciences sociales: savoir et savoir-faire sur le social

Le savoir de l'extérieur: le savoir pour le divertissement -- un aspect de la société de la connaissance

Con-naître avec la société

Session IV

16h00-19h00

Pierre Sané

Savoirs et Sociétés : l'UNESCO face aux transformations mondiales

Président : Georges Kutukdjian

Introduction à un remue-méninges

Discussion

Conclusions et clôture

Sous-Directeur général pour le Secteur des Sciences sociales et humaines de l'UNESCO

Éléments de discussion

Raison, expérience et langage : quels savoirs pour quelles sociétés ?

Peut-on opposer l'idée d'une société fondée sur la connaissance unique, vouée à l'isolement et aux fractures, à celle d'une société composée de savoirs multiples, créatrice d'échanges interdisciplinaires et interculturels ? L'unicité du savoir ne nous a jamais paru aussi improbable. Le savoir globalisant de la promesse humaniste s'effrite en multiples prémisses fragmentaires et savoir-faire techniques. Il s'avère désormais impossible de fonder nos savoirs sur des certitudes acquises.

Que savons-nous des sociétés de la connaissance?

Peut-on comprendre une société sans approfondir les savoirs qui la fondent et acquérir les connaissances nécessaires à cette compréhension ? Peut-on définir comme société de la connaissance un ensemble variable et tentaculaire de réseaux de coopération et de concurrence se servant des médias pour attirer le plus grand nombre possible d'individus, d'activités et de savoirs ? Les critères qui déterminent le choix du savoir à produire obéissent à l'impératif de son utilité à quelqu'un, à quelque chose ou à l'ensemble de la société dans le meilleur des cas. Les médias s'emparent donc de la perception et de la production humaines pour les immédiatiser et en faire des produits exploitables. Ils ne produisent pas le savoir, ils le rendent consommable. L'art, la culture, la science, l'éducation, et même la religion en viennent à arborer les labels des produits de consommation. La simplification médiatique et le repli auto-critique accaparent aujourd'hui la réflexion et les savoirs désintéressés, les asservissent aux exigences d'une toute-puissante précision scientifique ou d'un présent souverain qui ne souffrent pas l'élaboration d'une pensée critique. Les frontières de la connaissance se modifient et il est plus difficile de distinguer les informations véhiculées par les médias des connaissances subjectives mises en jeu par le sujet dans son champ d'action.

Réflexivité, prospective et nouvelles façons de produire et de travailler les connaissances

La sphère de production des connaissances évolue, s'ouvre et se transforme. De nouveaux systèmes et ressources techniques opèrent une mutation radicale dans les processus d'élaboration des savoirs et de leur compréhension. D'autre part, à mesure que progressent ses effectifs, l'enseignement supérieur voit décroître son emprise sur la production des savoirs. Les travailleurs du savoir qu'il forme en nombre grandissant finissent souvent par oeuvrer dans d'autres contextes, publics ou privés, de plus en plus diversifiés. La souplesse des nouveaux modes de production du savoir a été assimilée à celle de l'essai, genre littéraire cher aux sciences humaines et qui épouse cet éclatement de la connaissance, transgresse librement les frontières de la spécialisation pour donner une cohérence à des analyses qui sans cela resteraient fragmentaires. Mais l'accélération des métamorphoses conjoncturelles rend de plus en plus difficile la formulation de projets stratégiques, fussent-ils échelonnés sur un ou deux ans. Il convient de s'interroger sur l'aptitude humaine à la réflexivité comme préalable à la faculté d'imaginer, de négocier et de collaborer à la construction d'un savoir en relation avec un cercle grandissant d'autres savoirs, qui constituent une sphère différente ne répondant pas

aux rythmes et à l'attente de ce qui est traditionnellement défini comme une société de la connaissance.

Identités en mouvement : les profils des travailleurs de la basse modernité

La connaissance s'élabore désormais au sein de milieux sociaux très divers, implique un nombre croissant d'individus et d'organisations dans un écheveau de relations complexes. Les pratiques culturelles des nouveaux travailleurs du savoir, caractérisées par leur flexibilité, leur nomadisme et leur peu d'autoritarisme, rappellent celles des plus anciennes formes d'organisation humaine. La machine, de plus en plus performante, a supplanté l'humain dans nombre de métiers. Les individus, déplacés ou aspirés par les métropoles réelles et virtuelles, apprennent ou ré-apprennent le goût de l'incertitude et le sentiment d'être étranger, contraints de retrouver ou libres de se réinventer une appartenance identitaire. Dans un monde chaque jour plus opaque, le savoir faisant le plus défaut serait justement celui qui nous permet de faire une lecture attentive du monde, d'interroger et d'approfondir nos propres identités en mouvement, de comprendre nos multiples contributions à la formation de nos milieux. Si une élite éclairée a donné aux progrès des Lumières une assise autoritaire, est-il envisageable qu'une société du savoir puisse s'enraciner dans un archipel de communautés en constante transformation ?

Le rôle des sciences humaines et de la pensée dans la cité globalisante et tribalisée

Exploiter l'aptitude à donner une consistance critique aux mouvements d'une société régie par les impératifs du marché est une tâche souvent problématique, sinon paradoxale. Comment les mécanismes sociaux et économiques d'une production de connaissances déterminée en fonction de son utilité calculable dans des contextes très distincts peuvent-ils prendre en compte sans pour autant la réduire la complexité de tels enjeux ? Les résultats des études sociales et culturelles étant souvent diffus, difficiles à mesurer et à circonscrire, leur utilité réside essentiellement dans une aptitude à introduire des renversements conceptuels au sein des doxa ou des pensées pré-établies et médiatisées. Comment démontrer l'intérêt à long terme de poser ces questions, de s'attarder sur la complexité des enjeux si l'on veut garder l'espoir d'une meilleure cohésion sociale ? Dans les différents contextes stratégiques d'un village global prenant les traits d'une métropole tribalisée, comment susciter, en partenariat avec d'autres producteurs de savoirs et de perceptions, le commentaire et la critique nécessaires aux cultures qui s'ébauchent, la confrontation des différences et la réflexivité permettant la mise en cause du *prêt à penser* qui s'insinue dans les façons conventionnelles de nommer et de décrire un problème ?



Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire :
Société, connaissance et savoir-faire
6-7 décembre 2001
Istituto Italiano per gli Studi Filosofici
Naples (Italie)

Liste des participants

I. Intervenants

Maurice AYMARD (France), Historien, Secrétaire général du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH), Administrateur de la Maison des Sciences de l'Homme (Paris)

Rafael ARGULLOL (Espagne), Philosophe et écrivain, Chargé de la Chaire d'esthétique, Universidad Pompeu Fabra de Barcelone

Márcio BARBOSA (Brésil), Directeur général adjoint, UNESCO

Zygmunt BAUMAN (Pologne/Royaume Uni), Sociologue, Professeur émérite, Université de Leeds

Homi BHABHA (Inde), Essayiste, Professeur à l'Université de Harvard

Barbara FREITAG (Allemagne), Sociologue de l'éducation, Professeur aux Universités de Brasilia et de Berlin

Masahiro HAMASHITA (Japon), Professeur, études interculturelles, Département d'esthétique, Kobe College

Georges KUTUKDJIAN (Liban), Philosophe et anthropologue, Directeur de la Division des Sciences humaines, de la philosophie et de l'éthique des sciences et des technologies, UNESCO

Michel MAFFESOLI (France), Sociologue, Université René Descartes, Sorbonne, Paris V

Gerardo MAROTTA (Italie), Président, Istituto italiano per gli studi filosofici

Harris MEMEL-FOTÊ (Côte d'Ivoire), Historien et anthropologue, Faculté de lettres, arts et sciences humaines, Institut d'ethnosociologie

Liubava MOREVA (Fédération de Russie), Philosophe et Directrice de l'Institut russe pour la recherche culturelle de Saint Pétersbourg, Académie des Sciences de Russie

Fatma OUSSEDIK (Algérie), Sociologue, spécialiste du monde arabo-musulman

Eduardo PORTELLA (Brésil), Professeur émérite, Université fédérale de Rio de Janeiro, philosophe, spécialiste en théorie du langage

Sérgio Paulo ROUANET (Brésil), Professeur, Diplomate et essayiste et Docteur en sciences politiques de l'Université de São Paulo

Pierre SANÉ (Sénégal), Sous-Directeur général en charge du Secteur des Sciences sociales et humaines, UNESCO

Gianni VATTIMO (Italie), Philosophe, Chargé de la Chaire d'Herméneutique philosophique, Université de Turin, Parlementaire Européen

II. Secrétariat de l'UNESCO

Frances ALBERNAZ, Spécialiste du Programme, Division des sciences humaines, de la philosophie et de l'éthique des sciences et des technologies

Paola COSTA, Rédactrice en Chef, *Diogène*

Luca SCARANTINO, Secrétaire général adjoint du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines

**Allocution d'ouverture de M. Márcio Barbosa
Directeur général adjoint de l'UNESCO**

Le champ d'action de l'UNESCO est un domaine vaste, complexe et extrêmement délicat que notre Acte constitutif appelle "l'esprit des hommes". Bâter la paix dans l'esprit des hommes est une tâche formidable qui requiert le soutien de la communauté intellectuelle du monde entier. Les écrivains, les penseurs, les scientifiques, les artistes, les enseignants, les journalistes, les chercheurs et tous ceux qui oeuvrent à la culture, tels sont les acteurs que le Directeur général, M. Koïchiro Matsuura, place "à la jonction créatrice et à l'interface critique du local et du mondial". Les éminents savants que l'UNESCO a l'honneur de voir ici rassemblés dans le cadre de son programme "Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire" en font partie eux aussi. Je tiens à en remercier chacun et chacune d'entre vous et en premier lieu notre hôte, M. Gerardo Marotta.

Nous lui sommes reconnaissants d'avoir associé l'Institut italien pour les études philosophiques de Naples à cette entreprise et de lui avoir offert l'hospitalité en ce lieu remarquable. Son engagement de toujours en faveur du développement de la philosophie dans son pays et au dehors est bien connu et est vivement apprécié de notre Organisation. Je souhaite également remercier le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, représenté ici par M. Maurice Aymard, de la prestigieuse "Maison des Sciences de l'Homme", d'avoir contribué à rendre possible cette rencontre.

Je ne saurais poursuivre sans exprimer notre gratitude à M. Eduardo Portella pour le soutien qu'il a apporté à notre Organisation sans discontinuer, et tout récemment encore dans le cadre du programme "Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire". Professeur émérite, Président de la Fondation Bibliothèque nationale du Brésil, intervenant actif à l'avant-garde du développement politique et intellectuel de mon pays et auteur de nombreux ouvrages, il a servi l'UNESCO en différentes qualités, me précédant dans les fonctions de directeur général adjoint et assumant par la suite la présidence de la Conférence générale. Il conviendra, j'en suis sûr, avec moi que l'UNESCO, qu'il a oeuvré à construire sans ménager sa peine et qu'il continue d'appuyer, est d'abord et avant tout un organisme de réflexion.

Il est temps de réfléchir sérieusement au savoir et au savoir-faire que l'humanité accumule à une vitesse accélérée. Le savoir est le terme par lequel notre espèce - *homo sapiens* - a choisi de se distinguer. Nous aspirons aujourd'hui à former des sociétés que nous disons "fondées sur le savoir". Et, depuis plus d'un siècle, rien ne semble se développer davantage - ni plus rapidement - que notre savoir et notre savoir-faire. Cependant, cette expansion de nos connaissances s'accompagne d'un amenuisement de nos certitudes, voire de nos convictions. Des innovations scientifiques et technologiques sans précédent remettent en question les principes dont nous tirions autrefois confort de l'esprit et assurance. Facteur d'innombrables transformations sociales, le savoir est maintenant considéré comme la force motrice de nos sociétés. L'un des plus grands défis que l'UNESCO doit relever consiste à en faire une force d'humanisation.

L'initiative "Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire" est née d'une conscience aiguë des dangers comme des promesses auxquels nos sociétés sont aujourd'hui confrontées : ce sont là autant de défis qui, plus que jamais, nous incitent à persister à penser et repenser notre monde dans toute sa complexité et sa diversité. Cette forme de réflexion est par nécessité un travail interdisciplinaire et interculturel. Les "Chemins de la pensée" représentent donc une démarche collective associant des intellectuels venus de différents horizons culturels et disciplines. Les premiers pas accomplis dans ce cadre, dont il est rendu compte dans la publication "Chemins de la pensée : vers de nouveaux langages", ont frayé la voie vers une approche de la réflexion ouverte et pluricentree. C'est à la lumière de cette même approche que l'on a ensuite examiné l'impact historique des médias écrits - par opposition aux nouveaux moyens de communication - sur les comportements, les valeurs et les attitudes dans le monde entier. Les réflexions qui en sont résultées sont rassemblées dans la publication parue récemment : "Il était une fois le livre".

La trinité "société, connaissance et savoir-faire", sujet de notre rencontre d'aujourd'hui, est au cœur de la raison d'être de l'UNESCO. La notion de "société fondée sur le savoir" a déjà fait l'objet de multiples débats, écrits et réflexions. Mais peut-il y avoir consensus sur ce que sont exactement les sociétés ainsi définies, ou sur ce qu'elles pourraient représenter ? Et doit-il y avoir consensus ? Celui-ci ne se réduirait-il pas à une certaine idée de la richesse et du bien-être ? Dans un village planétaire obsédé par la course aux marchés, au divertissement, par la vitesse et l'efficacité, la notion de "société fondée sur le savoir" pourrait aussi aisément se voir rejetée parmi les utopies que reléguée au seul domaine économique.

Jamais, au cours de son histoire, l'humanité n'a disposé d'autant de ressources. Mais en même temps, nous n'avons jamais eu autant besoin de repenser notre société.

Voilà quelques semaines, nous avons tous été pris au dépourvu par la tragique apparition sur les pages de l'histoire mondiale d'un phénomène que beaucoup ont justement qualifié de "nouveau" ou "inouï", encore qu'il me semble en réalité rappeler bien d'autres horreurs perpétrées par l'homme, à ce jour du moins.

Cette tragédie est la preuve que le savoir qu'il nous faut n'est pas celui qui ne sert qu'à garantir un certain niveau de développement matériel, mais qu'il s'agit plutôt de ce savoir véritablement propre à induire un développement social, une conscience de l'autre, d'un savoir qui soit à la fois clairvoyant et ouvert.

C'est incontestablement là que vous, philosophes et observateurs de la société et du genre humain, avez un rôle important à jouer. C'est à vous qu'il revient d'ouvrir de nouvelles perspectives sous lesquelles examiner et réexaminer notre expérience sociale telle que vécue dans son contexte temporel.

Aussi, afin de lancer le débat et de vous en présenter le thème, je donne maintenant la parole à M. Portella.

Je vous remercie de votre attention.

Allocution de clôture de M. Pierre Sané
Sous-Directeur général pour les sciences sociales et humaines

Lors de la plus récente session de la Conférence générale de l'UNESCO, les Etats membres nous ont demandé de promouvoir, au cours des deux années à venir, une réflexion internationale sur les problématiques liées à l'émergence des sociétés du savoir. Si cette réflexion complexe vient d'accomplir ici ses premiers pas, c'est grâce au défi intellectuel que nous a lancé le Professeur Eduardo Portella dans le cadre des *Chemins de la pensée*. Et c'est aussi grâce à vous, Mesdames et Messieurs, qui avez relevé ce défi.

L'UNESCO s'est donné pour mission de dépasser la logique de guerre en mettant les savoirs de l'humanité au service de la paix, du vivre ensemble, de la convivialité dans la multiplicité. Ainsi, il va de soi que la réflexion que vous venez de conduire ici engage les attentes d'avenir de l'UNESCO. Le Directeur général en est fort conscient. C'est pourquoi, ne pouvant pas se rendre personnellement à ce colloque, il a demandé à son plus proche collaborateur, à savoir M. Márcio Barbosa, Directeur général adjoint, et moi-même, d'y assister en son nom.

La perspective de me joindre à vous m'avait réjoui pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles était que vous alliez vous pencher sur le rôle spécifique de la réflexion en sciences humaines dans la construction des connaissances telles que l'idée de "société" pourrait les impliquer. Que vous alliez bousculer les lieux communs et les courants de pensée qui favorisent uniquement les formes de savoir qui sont profitables sur le plan économique ou qui se réduisent au rang de marchandises.

Je m'explique. Il y a juste quelques mois, je quittais après près de dix ans la direction d'*Amnesty International* pour veiller aux destinées du Secteur des Sciences sociales et humaines à l'UNESCO.

Telle que je la comprends, la tâche dont je dois maintenant m'acquitter est complexe. Il s'agit de créer un véritable laboratoire d'idées, un lieu de dialogue et d'interface entre le savoir scientifique et l'action publique.

A cette fin, la fonction de forum international de réflexion et de dialogue qui est celle de l'UNESCO dans les domaines de la philosophie et des sciences humaines devra être clairement revitalisée et mise en valeur.

Car les tragiques événements du 11 septembre auront soudain redonné tout leur sens aux valeurs qui sont au cœur de la mission de l'UNESCO - le respect de l'autre, le dialogue, la compréhension mutuelle. Il est plus que jamais crucial d'acquérir une connaissance plus profonde des sociétés, des systèmes de pensée et des valeurs. Il s'agit de savoir ce qu'il y a dans l'esprit des hommes si l'on veut y élever les défenses de la paix. L'histoire, la géographie, l'ethnologie, l'étude des langues et des systèmes de pensée, le débat philosophique doivent retrouver une place centrale au sein de l'UNESCO si nous voulons garantir la perpétuation de notre fonction intellectuelle.

Bien entendu, à l'échelle mondiale, cette mise en valeur passe également par le développement des synergies avec des partenaires de longue date, tels que le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, que nous sommes heureux de retrouver à nos côtés aujourd'hui. Il est, par ailleurs, de la plus haute importance qu'elle s'exprime aussi à l'échelle régionale, notamment par la coopération avec les réseaux régionaux d'expertise.

Je compte sur chacun de vous pour nous aider à la construction de ces réseaux, à travers lesquels le savoir, vos savoirs, vos connaissances, viendront irriguer les champs que nous labourons et enrichir et renforcer le débat entre les gouvernements et les intellectuels au niveau régional.

Pour conclure, aux remerciements que mon collègue Márcio Barbosa vous a adressés hier, je souhaiterais, très sincèrement, ajouter les miens. Tout d'abord, au Professeur Eduardo Portella, qui a tant contribué à faire avancer la philosophie, les sciences sociales et humaines et l'interdisciplinarité à l'UNESCO.

Cher Professeur, je tiens à vous confier que je partage avec vous une conviction : c'est qu'au cœur de l'organisation intellectuelle des Nations Unies qu'est l'UNESCO, la philosophie et les sciences humaines ont à jouer un rôle crucial en tant que regard critique sur la société. Sans ce regard, il nous faudrait nous contenter de solutions étroites et partiales. Sans ce regard, comment identifier les problèmes qui ne sont pas immédiatement perçus par les décideurs? Comment permettre aux sciences sociales d'innover?

Je me félicite de voir ici même un exemple de la collaboration entre l'UNESCO et le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, sous la direction dynamique du Professeur Maurice Aymard. J'apprends par mes collaborateurs que l'organisation de cette rencontre doit beaucoup à l'efficacité et à l'imagination de son adjoint, M. Luca Scarantino.

Je remercie tout particulièrement nos hôtes, le Président Gerardo Marotta et son Secrétaire général, M. Antonio Gargano, de nous avoir accueillis si chaleureusement ici, dans ce lieu où la richesse du patrimoine architectural est si propice à la réflexion, où se mêlent la tradition, l'innovation et la pensée créatrice, dans cette ville que j'ai vraiment envie de découvrir.

Votre compatriote Antonio Gramsci a dit un jour que les temps anciens mouraient alors que l'âge nouveau n'était pas encore né. Cette remarque, faite dans les années 1920, reste vraie pour l'essentiel aujourd'hui, à l'heure où la mondialisation s'affirme, où la cité multiculturelle s'étend, où l'Etat-providence doit être redéfini, où la technologie, notamment celle des moyens de communication, devient plus accessible à un nombre croissant d'individus. De nouveaux liens se tissent entre des personnes qui ne se sont jamais rencontrées, et qui vraisemblablement ne se rencontreront jamais. Les principes moraux et politiques évoluent, tout comme évolue la définition de l'authenticité, des droits, de la légitimité, de l'égalité et de la non-discrimination. Les traditions sont elles aussi contestées et se tiennent sur la défensive. Le sentiment que les cultures et les identités sont broyées, réduites à l'uniformité, conduit à de nouvelles formes d'ethnocentrisme, qui s'expriment parfois de façon violente.

Dans un monde flou, en ces temps de modernité fluide, quelles sont les conditions nécessaires pour établir l'unité, pour instaurer la cohésion sociale ? En matière de politiques publiques, la plupart des études sont empiriques : elles évaluent les coûts, définissent les catégories sociales visées, recueillent des données, afin de faire des prédictions. Mais à côté des dilemmes philosophiques, des facteurs culturels et psychologiques sont indéniablement à l'œuvre. Dans *Making Democracy Work* (1993), Robert D. Putnam, pour citer ce seul exemple, a montré qu'au XXe siècle les chances de développement socio-économique des différentes régions dépendaient moins de leur capital socio-économique initial que de leur culture civique. Il y a des facteurs que l'UNESCO ne peut tout simplement pas négliger.

Du fait de son caractère interculturel et interdisciplinaire, l'UNESCO occupe une position exceptionnelle d'où elle peut promouvoir la recherche et la réflexion transdisciplinaires les plus avancées en combinant les données et les résultats empiriques disponibles avec l'apport herméneutique de sciences humaines comme la psychologie, l'histoire, les "études culturelles" et la philosophie. Il faut louer à cet égard le projet transdisciplinaire de l'UNESCO intitulé les « Chemins de la pensée à l'aube du troisième millénaire ».

Trop souvent de nos jours les connaissances, les idées, les rêves, les mythes, les représentations et les théories se présentent sous l'apparence de "produits" convoités. Leur diffusion par les moyens de communication de masse postmodernes leur confère une influence aussi large que subtile sur nos comportements et nos mentalités. Nous ne pouvons nous permettre de nous détourner des humanités, de ces récits qui nous rendent sensibles les signaux émis par les couches profondes de nos cultures. Ne rejetons pas ces modes de pensée et cette mise en perspective qui peuvent jeter des éclairs révélateurs sur notre présent. Ne nous détournons pas des humanités, mais sachons discerner l'avenir dans les vestiges du passé.

Merci beaucoup. Je déclare close cette séance.